

ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

DEMANDE INITIALE DE CARTE PROFESSIONNELLE¹

OU AJOUT D'UNE NOUVELLE ACTIVITÉ

Formulaire

- Formulaire de demande de carte professionnelle complété et signé par le(s) demandeur(s).

Coût

- 160 euros, à régler par carte bancaire sur le site www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites uniquement pour les départements 75, 78, 92, 93, 94 et 95².

Pièces justificatives³

Les pièces doivent être produites en langue française ou traduites par un traducteur assermenté

Depuis le 23 novembre 2021, la CCI se charge de l'obtention de l'extrait d'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS). Les activités exercées déclarées au niveau de l'établissement principal doivent correspondre en tout point aux mentions demandées sur la carte du titulaire, à défaut la CCI vous demandera la mise en conformité des informations (modification du KBIS).

- 1 copie de l'attestation de garantie financière, délivrée par l'organisme garant, pour l'année en cours, pour chacune des activités exercées⁴ OU 1 déclaration sur l'honneur du demandeur qu'il n'est reçu ni détenu, directement ou indirectement, à l'occasion de tout ou partie des activités pour lesquelles la carte est demandée, d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux correspondant à sa rémunération ou sa commission⁵.
- 1 copie de l'attestation d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle⁶, pour l'année en cours, mentionnant les activités exercées.
- Pour les activités de « transaction sur immeubles et fonds de commerce » et « marchand de listes » avec détention de fonds directe ou indirecte⁷ : 1 copie de l'attestation de l'établissement de crédit qui a ouvert le « compte séquestre » avec indication du n° de compte et les coordonnées de l'établissement⁸.
- 1 copie recto-verso de la pièce d'identité ou d'un extrait d'acte de naissance du ou des dirigeants⁹.
- 1 copie des diplômes, titres ou bulletins de paie du ou des dirigeants, attestant qu'ils remplissent les conditions d'aptitude professionnelle¹⁰.

¹ Inclus le renouvellement des cartes délivrées par les préfectures qui ont toutes expirées au plus tard le 30 juin 2018 (article 18 du décret n° 2015-702 du 19 juin 2015)

² Pour les autres départements, établir un chèque à l'ordre de la CCI locale.

³ La CCI se réserve le droit de demander des pièces complémentaires lors de l'instruction du dossier.

⁴ Pour un modèle d'attestation, voir www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/modele-attestation-rcp-garantie-financiere

⁵ La déclaration de non détention de fonds n'est pas possible pour les mentions « gestion immobilière » et « syndic de copropriété » (article 3, 2° de la loi du 2 janvier 1970).

⁶ Pour un modèle d'attestation, voir www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/modele-attestation-rcp-garantie-financiere

⁷ La simple détention d'un chèque par un agent immobilier, même s'il n'a pas vocation à l'encaisser et qu'il va le remettre au notaire constitue une détention de fonds indirecte (Cour de cassation, chambre criminelle, arrêts du 5 mars 1969 et du 12 janvier 1981).

⁸ Le compte séquestre est un compte distinct du compte courant professionnel. Il est obligatoire en cas de réception, directe ou indirecte, de fonds, effets ou valeurs pour les activités de transactions sur immeuble et fonds de commerce et marchand de listes.

⁹ En cas de pluralité de dirigeants, ils doivent tous fournir une copie recto-verso de leur pièce d'identité. Si le dirigeant est une personne morale, joindre la copie de la pièce d'identité du ou des représentant légaux de la société.

- Pour un ressortissant de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen (hors France) : 1 autorisation, signée en original, de consulter le bulletin n°2 du casier judiciaire du pays d'origine¹¹.
- Pour les ressortissants hors Union européenne ou Espace économique européen : 1 extrait de casier judiciaire de moins de 3 mois (ou à défaut un document équivalent) délivré par l'autorité judiciaire ou administrative du pays concerné.
- Pour les ressortissants de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou d'un Etat tiers : 1 copie du diplôme ou certificat justifiant le suivi d'un enseignement à langue française ou des attestations établissant l'acquisition de la langue française par l'usage.
- En cas de déclaration d'associés ou actionnaire détenant, directement ou indirectement, au moins 25 % des parts ou actions : une copie de leur pièce d'identité ou un extrait d'acte de naissance¹².
- En cas de nomination d'un directeur de l'établissement principal ou du siège (cadre 8 du formulaire) : 1 copie des diplômes, titres ou bulletins de paie du directeur, attestant qu'il remplit les conditions d'aptitude professionnelle¹³
- Pour l'ajout d'une activité sur la carte : original de la carte professionnelle en cours de validité + copie des diplômes, titres ou bulletins de paie du ou des demandeurs, attestant qu'il(s) rempli(ssen)t les conditions d'aptitude professionnelle¹⁴ pour pouvoir exercer la nouvelle mention demandée.
- Copie de la facture pour attester du règlement de la redevance par carte bancaire.

¹⁰ S'il existe des représentants légaux ET statutaires (président et directeur général dans une SAS, par exemple), tous les demandeurs doivent remplir les conditions d'aptitude professionnelle. Pour les conditions à remplir, voir : www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/aptitude-professionnelle-immobilier

¹¹ Pour un modèle d'autorisation, voir www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/modele/autorisation-b2

¹² Si l'associé est une personne morale, joindre 1 copie de la pièce d'identité en cours de validité du ou des représentant légaux de la société.

¹³ Le directeur du siège ou de l'établissement principal, autre qu'un représentant légal ou statutaire, doit justifier de son aptitude professionnelle mais il n'apparaîtra pas sur le fichier des professionnels de l'immobilier et ne sera titulaire d'aucune autorisation d'exercice. S'il est salarié, vous devez demander une attestation d'habilitation, voir <http://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/attestation-collaborateur-immobilier>

¹⁴ S'il existe des représentants légaux ET statutaires (président et directeur général, par exemple), tous les demandeurs doivent remplir les conditions d'aptitude professionnelle. Pour les conditions à remplir, voir : www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/formalites/aptitude-professionnelle-immobilier